

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2672

21 novembre 2007

SOMMAIRE

Acquabis	128224	Fennella Sàrl	128225
Aegis Luxembourg	128210	Financière Truck S.à r.l.	128210
Aegis Luxembourg (Finance)	128253	Hatena	128255
Aero International Finance S.A.	128212	IM Properties (Europe) Holdings S.à r.l.	128254
Aero International Finance S.A.	128252	128254
Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	128242	IM Properties (Germany) S.à.r.l.	128253
Aprotec S.A.	128234	IPharma Software S.A.	128256
Barker Holdings S.A.	128252	Kalifa S.A.	128251
Barker Holdings S.A.	128253	Kalifa S.A.	128211
Biagiotti Beteiligungen A.G.	128251	KAMPEN Société Anonyme Holding	128243
Calox S.A.	128225	Mark I S.à r.l.	128212
Calox S.A.	128213	MARRIE Spf S.A.	128250
Calox S.A.	128234	Matériaux du Nord S.A.	128234
Calox S.A.	128213	mediArt	128253
Cave Participations S.A.	128255	Merinv S.A.	128210
Coast Holding S.à r.l.	128250	Moor Park MB Holdings Luxembourg S.à r.l.	128241
Corporation Investments S.A.	128255	North Atlantic Corporation S.A.	128243
Délice du Château s.à.r.l.	128224	Ralphy Luxembourg S.A.	128241
Ecoreal S.A.	128211	Ralphy Luxembourg S.A.	128242
Ecoteam-Lux	128254	Repco 16 S.A.	128213
EEE 4 S.à r.l.	128235	RPIT A S.à r.l.	128213
Efer Holding S.A.	128234	Santo Spirito	128211
Ensien Holding S.A.	128241	SBS Marketing GmbH	128252
Europa Real Estate Emerging Europe US S.à r.l.	128242	Seacat S.A.	128243
European Value Partners	128250	SOK	128212
European Value Partners Advisors	128250	Stratem Fund	128256
EuroPRISA Lombard Street Acquisition S.à r.l.	128250	Treveria Seven S.à r.l.	128250
Euro-Promodent S.A.	128224	Treveria Six S.à r.l.	128251
FaAbv S.A.	128256	Tribune S.A.	128255
		Valux S.A.	128254
		VILLMOND Luxembourg S.à r.l.	128251

Financière Truck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 750.025,00.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 122.128.

—
EXTRAIT

Rectificatif de l'extrait du 14 mars 2007 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 866 du 12 mai 2007

Les associés et le nombre de parts sociales détenues par eux auraient dû être indiqués comme suit:

Associés	Nombre et catégories de parts sociales
(1) CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED agissant au nom et pour le compte de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (A) L.P.	6.035 parts sociales ordinaires de catégorie A
(2) CVC EUROPEAN EQUITY IV (AB) LIMITED agissant au nom et pour le compte de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (B) L.P.	5.729 parts sociales ordinaires de catégorie A
(3) CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED agissant au nom et pour le compte de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (C) L.P.	9.248 parts sociales ordinaires de catégorie A
(4) CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED agissant au nom et pour le compte de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (D) L.P.	7.809 parts sociales ordinaires de catégorie A
(5) CVC EUROPEAN EQUITY IV (CDE) LIMITED agissant au nom et pour le compte de CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS IV (E) L.P.	979 parts sociales ordinaires de catégorie A
(6) M. Hugo Levecke	200 parts sociales ordinaires de catégorie A et 1 part sociale privilégiée de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 octobre 2007.

Pour FINANCIERE TRUCK S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007127630/267/35.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03962. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Merinv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 93.639.

Le bilan au 30 septembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127841/802/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2007, réf. LSO-CJ08147. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Aegis Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.905.

Constituée par-devant M^e Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 4 septembre 2002, acte publié au Mémorial C n^o 1535 du 24 octobre 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AEGIS LUXEMBOURG
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127842/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07565. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Ecoreal S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 38.875.

Constituée suivant acte reçu par M^e Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, en date du 20 décembre 1991, acte publié au Mémorial C n^o 218 du 23 mai 1992, modifiée par-devant le même notaire, en date du 25 août 1998, acte publié au Mémorial C n^o 800 du 3 novembre 1998, le capital a été converti en Euros par acte sous seing privé en date du 5 mai 1999, dont des extraits ont été publiés au Mémorial C n^o 100 du 29 janvier 2000.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ECOREAL S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127850/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2007, réf. LSO-CJ04715. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Kalifa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 75.933.

Constituée par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 mai 2000, acte publié au Mémorial C n^o 679 du 21 septembre 2000. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire, en date du 15 novembre 2000, acte publié au Mémorial C n^o 554 du 20 juillet 2001.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KALIFA S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127855/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06827. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Santo Spirito, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 52.450.

Constituée par-devant M^e Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 octobre 1995, acte publié au Mémorial C n^o 625 du 8 décembre 1995. Le capital a été converti en Euros par acte sous seing privé en date du 10 juillet 2001, dont des extraits ont été publiés au Mémorial C n^o 72 du 15 janvier 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *SANTO SPIRITO*
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127869/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06829. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

SOK, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 53.046.

Constituée par-devant M^e Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 novembre 1995, acte publié au Mémorial C n^o 56 du 30 janvier 1996, et modifiée pour la dernière fois par-devant M^e Jean Paul Hencks en date du 28 février 2002, acte publié au Mémorial C n^o 970 du 26 juin 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *SOK*
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127870/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06830. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Aero International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 32.378.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, maintenant à Luxembourg, en date du 4 décembre 1989, acte publié au Mémorial C n^o 181 du 1^{er} juin 1990, modifiée par-devant le même notaire en date du 19 juillet 1991, acte publié au Mémorial C n^o 32 du 29 janvier 1992. Le capital a été converti en Euros en date du 24 décembre 2001, acte publié au Mémorial C n^o 788 du 24 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *AERO INTERNATIONAL FINANCE S.A.*
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127871/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2007, réf. LSO-CJ05388. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Mark I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 86.480.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127896/2275/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09033. - Reçu 95 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Calox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 27.972.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé au 30 juin 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127944/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04088. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Calox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 27.972.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127945/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04086. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

**RPIT A S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Repco 16 S.A.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 112.977.

In the year two thousand and seven, on the twenty-fourth day of September.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster.

There appeared:

RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., a company having its registered office at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, registered with the Luxembourg trade register under the number B 110.464

duly represented by Ms. Aurélie Melchior, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on September 24, 2007.

The said proxy after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present minutes and will be filed at the same time with the registration authorities.

The presaid RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., is the sole shareholder of the company REPCO 16 S.A., société anonyme, having its registered office at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, registered with the Luxembourg trade register under the number B 112.977, hereafter referred to as the «Company», incorporated by a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary, residing in Luxembourg-Bonnevoie, on December 27, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 22, 2006 number 595.

The Articles of Incorporation have been amended by a deed of the undersigned notary, on October 10, 2006, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on December 23, 2006, number 2400.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to state the following resolutions that it takes in its capacity as sole shareholder of the Company:

First resolution

The sole shareholder of the Company resolves to increase the share capital of the Company by an amount of forty-seven thousand euro (EUR 47,000.-) by the issuance of four thousand seven hundred (4,700) new A Shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each so as to raise it from its current amount of thirty-three thousand euro (EUR 33,000.-) divided into two thousand four hundred and seventy-eight (2,478) A Shares and eight hundred twenty-two (822) B Shares of a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each, to eighty thousand euro (EUR 80,000.-) represented by seven

thousand one hundred and seventy-eight (7,178) A Shares and eight hundred twenty-two (822) B Shares of a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each.

Second resolution

The sole shareholder of the Company resolves that the Company will issue four thousand seven hundred (4,700) new A Shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each, having the same rights and obligations as the existing A Shares.

The new A Shares will be issued against a payment in cash of forty-seven thousand euro (EUR 47,000.-) fully paid by RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

Subscription and payment

Further appeared the said Ms Aurélie Melchior, acting in her capacity as duly appointed attorney of RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l. by virtue of a power of attorney granted on 24 of September 2007.

The said proxy will remain attached to the present deed, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the notary to be submitted together with this deed to the registration authorities.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., prenamed, four thousand seven hundred (4,700) new A Shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each, and to make payment in full and in cash for such new A Shares, in an aggregate amount of forty seven-thousand euro (EUR 47,000.-).

In consideration for the above-payment the Company will therefore issue four thousand seven hundred (4,700) new A Shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each to RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

Thereupon it has been resolved to accept the said subscription and payment and to allot four thousand seven hundred (4,700) new A Shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each to RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

Consequently, RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l. will own seven thousand one hundred and seventy-eight (7,178) A Shares of the Company and eight hundred twenty-two (822) B shares of the Company.

Third resolution

The sole shareholder of the Company resolves to change the legal form of the company from a «société anonyme» into a «société à responsabilité limitée», without interruption or discontinuity of its legal personality.

All the shares had been integrally subscribed and fully paid in before the transformation of the Company.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations, the depreciations.

The «société à responsabilité limitée» shall continue the book-keeping and the accountancy held by the «société anonyme».

The change of legal status is made on the basis of the last final balance sheet as per September 24, 2007, a copy of which, after having been signed ne varietur by the proxy holder, the member of the board, and the notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Fourth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to change the denomination of the Company into RPIT A S.à r.l.

Fifth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to cancel the existing 7,178 A shares and 822 B shares of the Company and to replace them by 8,000 corporate units having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each.

As a consequence, RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., prenamed, holds 8,000 corporate units in the Company.

Sixth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to adapt the articles of in Company of the Company to the new legal form of the Company and to set them as follows:

Title I: Form - Name - Duration - Registered office - Corporate Object

Art. 1. Form - Name. There is hereby established between the subscribers and all those who may become members in the future, a Company with limited liability («société à responsabilité limitée») governed by Luxembourg law, under the name of RPIT A S.à r.l. (hereinafter referred to as the «Company»).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by resolution of the board of managers of the Company.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg Company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. Corporate Object. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

Without prejudice to the generality of the object of the Company, this latter may do all or any of the following:

- acquisition, possession, administration, sale, exchange, transfer, trade and investment in and alienation of shares, bonds, funds, notes, evidences of indebtedness and other securities, borrowing of money and issuance of notes therefore, as well as the lending of money;
- acquisition of income arising from the disposal or licensing of copyrights, patents, designs, secret processes, trademarks or other similar interests;
- rendering of technical assistance;
- participation in and management of other companies.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, provided that they are not freely negotiable and that they are issued in registered form only.

In a general fashion, the Company may carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II: Capital - Units

Art. 5. Share Capital. The subscribed share capital is set at eighty thousand euro (EUR 80,000.-) represented by eight thousand (8,000) corporate units with a par value of ten euro (EUR 10.-) each.

The share capital may be increased or decreased by a decision of the sole member or pursuant to a resolution of the partners, as the case may be.

The capital may further be increased by resolution of the manager(s) as set forth hereafter.

The authorised capital is fixed at ten million euro (EUR 5,000,000.-) to be divided into five hundred thousand (500,000) corporate units with a par value of ten euro (EUR 10.-) each.

The manager(s) is (are) authorized and empowered during a period ending five years after the publication date of the articles of association in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, to realise any increase of the capital within the limits of the authorised capital in one or several times.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager(s) may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the units to be subscribed and issued, such as to determine the time and the number of the units to be subscribed and issued, to determine if the units are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed units is acceptable either on cash or assets other than cash.

The manager(s) may delegate to any duly authorised manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for units representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such amendment will be recorded in authentic form by the manager(s) or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

Art. 6. Transfer of Units. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

In case of plurality of members, the transfer of units inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In case of a sole member, the units of the Company are freely transferable to non-members.

In the case of the death of a member, the unit transfer to non-members is subject to the consent of members representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Art. 7. Redemption of Units. The Company may redeem its own units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

Title III: General Meetings of Members

Art. 8. Power of the General Meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of in corpora may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Vote. Each unit entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognise only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Art. 10. Single Member. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Moreover, agreements entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Title IV: Management

Art. 11. Board of managers. The Company is managed by a board of managers composed of a least 3 (three) managers, either partners or not, who are appointed for a limited or unlimited period by the general meeting of partners which may at any time remove them ad nutum.

The number of managers, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of partners.

The board of managers is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of in company to the general meeting of partners fall within the competence of the board of managers.

Art. 12. Meetings. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any manager, at the place indicated in the notice of meeting.

Written or verbal notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing

or by letter, telefax, or by e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by letter, telefax, or by e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing, by telefax, or by e-mail.

The board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 13. Minutes of the Meetings. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 14. Powers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons, who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. The Company shall be bound by (i) the joint signature of any two managers of the Company or (ii) sole signature of the sole manager; or (iii) the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers.

Art. 16. Liability. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are liable for the correct performance of their duties.

Title V: Accounts

Art. 17. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 18. Annual Accounts. The balance sheet and the profit and loss accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each financial year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of members.

Art. 19. Profits, Reserves and Dividends. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of members represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the annual net profits of the Company, shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The remaining profits shall be allocated by a resolution of the general meeting of members, which may resolve:

- (i) to pay a dividend to the members proportionally to the units they hold or
- (ii) to carry them forward or
- (iii) to transfer them to another distributable reserve account of the Company.

Notwithstanding the above, the members may resolve, prior to the holding of the annual general meeting, to pay interim dividends on the future net profit of the current financial year provided that:

- (i) the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the members;
- (ii) the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the managers of interim accounts showing that sufficient funds are available for such distribution.

If the paid interim dividends exceed the amount finally distributable to the members according to the annual general meeting, the excess is not to be considered as dividend paid on account but as an immediately due receivable of the Company towards the members.

The above provisions are without prejudice to the right of the general meeting of members to distribute at any moment to the members any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

Title VI: Supervision

Art. 20. Statutory Auditor. The Company may be supervised by one or several statutory auditor(s), who need not be members.

The statutory auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of members which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office.

The statutory auditor(s) may be removed at any time, with or without cause (*ad nutum*), by a resolution of the general meeting of members

Title VII: Winding up - Liquidation - Miscellaneous

Art. 21. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Once the liquidation is closed, the remaining assets of the Company shall be allocated to the members proportionally to the units they hold in the Company.

Art. 22. Miscellaneous. All matters not governed by these articles of in company shall be determined in accordance with the Commercial Companies Act dated 10 August 1915, as amended.

Seventh resolution

The sole shareholder of the Company resolves to put the mandates of the directors and of the auditor to an end as at today.

The sole shareholder of the Company resolves to give full discharge to the directors and to the auditor of the Company until today for the accomplishment of theirs mandates.

Eighth resolution

The general meeting shareholders of the Company resolves to appoint for a term that shall end on the day where the next annual general meeting will approve the accounts of the financial year ended as at December 31, 2007, as managers of the Company the following persons:

- Mr. Pii Ketvel, Companies Director, born in Helsinki (Finland) on June 4, 1968, residing in L-2535 Luxembourg, 20c, boulevard Emmanuel Servais;

- Mr. François Brouxel, Lawyer, born in Metz (France) on September 16, 1966 residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

- Mrs. Samia Rabia, Lawyer, born in Longwy (France) on February 10, 1974 residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

- Mr. Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, born in Beirut (Lebanon) on June 29, 1966, residing professionally in L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

Ninth resolution

The general meeting of shareholders of the Company resolves to appoint as external auditor («réviseur d'entreprise») ERNST & YOUNG., having its registered office at L-5365 Münsbach, 7, Parc d'activité Syrdall, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 47.771 for a term that shall end on the day where the next annual general meeting will approve the accounts of the financial year ended as at December 31, 2007.

With no outstanding point on the agenda, and no further requests for discussion not forthcoming, the chairman brought the meeting to a close.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated approximately at two thousand and eight hundred euro.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Nous, Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

L'an deux mille cinq, le six novembre.

A comparu:

La société RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., une société de droit Luxembourg ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.464,

dûment représentée par Maître Aurélie Melchior, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 24 septembre 2007.

La procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble avec lui aux formalités d'enregistrement.

La prénommée RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l. est l'actionnaire unique de la société REPCO 16 S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.977, ci-après définie comme la «Société», constituée par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 22 mars 2006 numéro 595.

La prédite comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes qu'elle prend en sa qualité d'associé unique de la Société:

Première résolution

L'actionnaire unique de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante-sept mille (47.000,-) euros par l'émission de quatre mille sept cents (4.700) nouvelles Actions A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune afin de le porter de son montant actuel de trente-trois mille euros (EUR 33.000,-) divisé en deux mille cent soixante-dix-huit (2.178) Actions A et huit cent vingt deux (822) Actions B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, à un nouveau montant de quatre-vingt mille euros (EUR 80.000,-) représenté par sept mille cent soixante-dix-huit (7.178) Actions A et huit cent vingt-deux (822) Actions B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Seconde résolution

L'actionnaire unique de la Société décide que la Société émettra quatre mille sept cents (4.700) nouvelles Actions A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les Actions A existantes.

Les nouvelles Actions A seront émises en contrepartie du paiement en espèces de quarante-sept mille euros (EUR 47.000,-), entièrement payées par RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

Souscription et paiement

Maintenant comparait Maître Aurélie Melchior, agissant en sa qualité de mandataire de RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., en vertu d'une procuration datée du 24 septembre 2007.

Ladite procuration sera annexée au présent acte, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire pour être enregistrée avec le présent acte auprès des autorités d'enregistrement.

La comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., précitée, quatre mille sept cents (4.700) nouvelles Actions A d'une valeur de dix euros (EUR 10,-) chacune, et payer en intégralité et en numéraire pour ces nouvelles actions A, un montant total de quarante-sept mille euros (EUR 47.000,-).

En considération du paiement ci-dessus, la Société émettra quatre mille sept cents (4.700) nouvelles Actions A ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune à RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

Sur ce, il a été décidé d'accepter ladite souscription et paiement et d'attribuer quatre mille sept cents (4.700) nouvelles Actions A avec une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune à RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l.

En conséquence, RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l. détiendra sept mille cent soixante-dix-huit (7.178) Actions A de la Société et huit cent vingt-deux (822) Actions B de la Société.

Troisième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide de transformer la forme juridique de la société de «société anonyme» en «société à responsabilité limitée» sans changement de sa personnalité juridique.

Toutes les actions ont été intégralement souscrites et libérées avant la transformation de la Société.

Le capital et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les plus-values et les moins-values.

La société à responsabilité limitée continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société anonyme.

Le changement de statuts légal est fait sur la base du dernier bilan de la société au 24 septembre 2007, une copie duquel après avoir été signée ne varietur par le mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide de changer la dénomination sociale de la Société en RPIT A S.à r.l.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide d'annuler les 7.178 actions A et 822 actions B de la Société et de leur valeur nominale et de remplacer ces actions par 8.000 parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune. En conséquence, RETAIL PROPERTIES INVESTMENT TRUST S.à r.l., précitée détient 8.000 parts sociales de la Société.

Sixième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide d'adapter les statuts de la Société à sa nouvelle forme juridique et de les arrêter comme suit:

Titre I^{er} : Forme - Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er}. Forme - Nom. Il est créé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront associés dans le futur, une société à responsabilité limitée régie par RPIT A S.à r.l. (ci-après dénommée «la Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville, par résolution du conseil de gérance de la Société.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses associés. Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social sont intervenus ou sont imminents et de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définies par la gérance de la Société, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires de transfert du siège social seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Art. 4. Objet Social. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra utiliser ses fonds pour investir dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils sont composés à une époque déterminée et plus particulièrement mais non limitativement, son portefeuille de titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, d'acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option, tous titres, et tous droits de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre et de recevoir ou d'accorder des licences relatives aux droits de propriété intellectuelle et d'accorder ou faire bénéficier aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou toute société du groupe, toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties.

Sans préjudice quant à la généralité de l'objet de la Société, cette dernière pourra faire tout ou partie de ce qui suit:

- l'acquisition, la possession, l'administration, la vente, l'échange, le transfert, le commerce, l'investissement dans et l'aliénation d'actions, d'obligations, de fonds, de billets à ordre, de titres de créances et d'autres titres, l'emprunt d'argent et l'émission de titres de créances y relatifs, ainsi que le prêt d'argent;
- l'acquisition de revenus issus de l'aliénation ou de l'autorisation d'exploiter des droits d'auteurs, brevets, dessins, formules ou procédés secrets, marques ou, provenant d'activités similaires;
- l'assistance technique;
- la participation à et la gérance d'autres sociétés.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à l'émission privée d'obligations, billets à ordre, titres, certificats de toute nature, à condition qu'ils ne soient pas librement négociables et qu'ils soient émis sous forme nominative uniquement.

D'une manière générale, la Société pourra effectuer toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet.

Titre II: Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatre-vingt mille euros (EUR 80.000,-) représenté par huit mille (8.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Le capital social pourra être augmenté ou diminué par une décision de l'associé unique ou par une résolution des associés, selon le cas.

Le capital peut en outre être augmenté par décision du (des) gérant(s) comme il suit.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) représenté par cinq cent mille (500.000) parts sociales d'une valeur de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Les gérants sont autorisés et mandatés pendant une période prenant fin cinq ans après la date de publication des statuts dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, à réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois.

Cette augmentation de capital pourra être souscrit et émis selon les termes et conditions déterminés par le(s) gérant (s), plus précisément concernant la souscription et le paiement des parts sociales à souscrire et à émettre dans le cadre du capital autorisé, tels que la période de souscription et le nombre de parts sociales à souscrire et à émettre, en déterminant si les parts sociales sont à souscrire avec ou sans prime d'émission, en déterminant dans quelle mesure le paiement des parts sociales nouvellement souscrites doit être effectué soit en numéraire soit en actifs autres que numéraire.

Les gérants pourront déléguer à tout gérant ou organe dûment autorisé de la Société ou toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des parts sociales représentant une partie ou la totalité des montants du capital ainsi augmentés.

Après toute augmentation de capital réalisée et dûment établie dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de cet article sera modifié de manière à refléter l'augmentation en cause, cette modification sera constatée par acte authentique par les gérants ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet.

Chaque part sociale donnera droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Le capital social souscrit pourra, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Art. 6. Cession des Parts Sociales. Si la Société a au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

En cas de pluralité d'associés, le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément des associés donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital de la Société.

Si la Société n'a qu'un seul associé, les parts sociales seront librement cessibles à des non-associés.

En cas de décès d'un associé, le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas toutefois, l'approbation n'est pas requise si les parts sociales sont transmises soit aux héritiers ayant droit à la réserve légale, soit au conjoint survivant.

Pour aucune raison et en aucun cas, les créanciers, successeurs légaux ou héritiers ne seront autorisés à saisir des actifs ou des documents de la Société.

Art. 7. Rachat des Parts Sociales. La Société pourra, dans le respect des dispositions de la Loi, racheter ses propres parts sociales.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et selon les termes et conditions qui seront décidés par une assemblée générale du ou des associés.

Titre III: Assemblées Générales des Associés

Art. 8. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 9. Vote. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part; lorsqu'une part sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Art. 10. Associé unique. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou prises par écrit.

De plus, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui seront documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Titre IV: Gérance

Art. 11. Conseil de gérance. La Société sera administrée par au moins trois (3) gérants. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés par l'assemblée générale des associés.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui définira leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leurs mandats.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Réunions. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou d'un gérant, au lieu indiqué dans la convocation à l'assemblée.

Une convocation écrite ou verbale de toute réunion du conseil de gérance devra être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en circonstances d'urgence auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation à l'assemblée. Il pourra être renoncé à cette convocation par l'accord écrit ou par télex, télécopie ou par e-mail de tout gérant. Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions individuelles tenues aux heures et lieux prescrits dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en nommant en tant que mandataire un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou par e-mail.

Les votes pourront également être effectués par écrit ou par télex, télécopie ou par e-mail.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées lors des réunions des gérants.

Art. 13. Procès-verbal des réunions. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance devront être signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidera une telle réunion.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion devront être signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 14. Pouvoirs. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 15. Représentation. La Société sera engagée par (i) la signature conjointe de deux gérants ou (ii) la signature unique du gérant unique ou (iii) la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 16. Responsabilité. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne seront pas personnellement responsables des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils seront responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Titre V: Comptes

Art. 17. Exercice Social. L'année sociale commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Comptes Annuels. Le bilan et le compte de pertes et profits seront préparés par le conseil de gérance à la fin de chaque exercice social et seront à la disposition des associés au siège social de la Société.

Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 19. Bénéfices, Réserves et Dividendes. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, charges et provisions, tels qu'approuvés par l'assemblée générale annuelle des associés, constituera le bénéfice net de la Société.

Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la Société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice net sera affecté par une résolution de l'assemblée générale des associés, qui pourra décider:

- (i) de payer un dividende aux associés proportionnellement à leurs parts sociales ou
- (ii) de l'affecter au compte report à nouveau ou
- (iii) de le transférer à un autre compte de réserve disponible de la Société.

Nonobstant ce qui précède, les associés pourront décider, avant la tenue de l'assemblée générale annuelle, de payer des dividendes intérimaires sur les excédents futurs de l'année sociale en cours, à condition que:

- (i) les comptes annuels de l'exercice social précédant aient été dûment approuvés par une résolution des associés;
- (ii) les dividendes intérimaires soient payés dans les deux (2) mois suivant l'établissement par les gérants des comptes intérimaires montrant la disponibilité de fonds suffisants pour une telle distribution.

Si les dividendes intérimaires payés excèdent le montant finalement distribuable aux associés selon l'assemblée générale annuelle, l'excès ne devra pas être comptabilisé comme un acompte sur dividende mais comme une créance immédiatement exigible de la Société envers les associés.

Les dispositions ci-dessus sont établies sans préjudice du droit de l'assemblée générale des associés de distribuer à tout moment aux associés tout bénéfice provenant des précédents exercices sociaux et reporté ou de toute somme provenant des comptes de réserve distribuable.

Titre VI: Surveillance

Art. 20. Commissaire aux comptes. La société pourra être surveillée par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes qui n'ont pas à être associés.

Le ou les commissaire(s) aux comptes, s'il en est, seront désignés par l'assemblée générale des associés qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que le terme de leur mission.

Le ou les commissaire(s) aux comptes pourront être révoqués à tout moment avec ou sans motif (ad nutum), par résolution de l'assemblée générale des associés.

Titre VII: Dissolution - Liquidation - Divers

Art. 21. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Le décès, la suspension des droits civils, la banqueroute ou la faillite de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettra pas fin à l'existence de la Société.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement aux parts qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Divers. Tous les points non régis par ces statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Septième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide de mettre fin aux mandats des administrateurs de la Sociétés et du réviseur d'entreprise.

L'actionnaire unique de la Société décide de donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprise décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandats.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique de la Société décide de nommer pour une durée qui arrivera à terme à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes pour l'exercice social clos le 31 décembre 2007, en qualité de gérants de la Société les personnes suivantes:

- Monsieur Pii Ketvel, Directeur de sociétés, né le 4 juin 1968 à Helsinki, Finlande, demeurant à L-2535 Luxembourg, 20c, boulevard Emmanuel Servais;
- Monsieur François Brouxel, Avocat à la Cour, né à Metz (France) le 16 septembre 1966, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;
- Madame Samia Rabia, Avocat à la Cour, née le 10 février 1974 à Longwy (France), demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;

- Monsieur Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, né le 29 juin 1966, à Beyrouth (Liban), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

Sixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires de la société décide de nommer comme commissaire aux comptes ERNST & YOUNG, ayant son siège social à L-5365 Münsbach, 7, Parc d'activité Syrdall, enregistrée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771 pour une durée qui arrivera à terme à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes pour l'exercice sociale clos le 31 décembre 2007.

Aucun autre point n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la présidente met fin à la séance.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimées à deux mille huit cents euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture et traduction du document faite en langue connue de la mandataire de la comparante, celle-ci a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Melchior, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 octobre 2007, Relation GRE/2007/4317. — Reçu 470 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 octobre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007128002/231/598.

(070147536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Acquabis, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 105.280.

Le bilan au 24 octobre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127940/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2007, réf. LSO-CJ02731. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Délice du Château s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9712 Clervaux, 4, Montée du Château.

R.C.S. Luxembourg B 103.287.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007127937/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06715. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Euro-Promodent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 86, route de Clervaux.

R.C.S. Luxembourg B 58.331.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127938/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2007, réf. LSO-CJ07220. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Calox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 27.972.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé au 30 juin 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127943/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04089. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Fennella Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.925.

In the year two thousand and seven, on the twenty-fifth day of September.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., an exempted limited partnership registered in the Cayman Islands, having its registered address at PO Box 309GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands;

here represented by M^e Manfred Müller, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 September 2007;

(2) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., an exempted limited partnership registered in the Cayman Islands, having its registered address at PO Box 309GT, Uglan House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands;

here represented by M^e Manfred Müller, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 September 2007,

(the appearing parties being hereinafter referred to as the «Partners»).

The said proxies, signed by the appearing parties, the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Partners have requested the undersigned notary to record that:

I. The Partners are the sole partners of FENNELLA S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), having its registered office at 46 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed enacted on 10 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1786 of 23 September 2006 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 118.925 (the «Company»). The Company's articles of association have not been amended yet.

II. The corporate capital of the Company is currently set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

III. The Partners, represented as mentioned above, have recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1 Creation of several classes of shares to be denominated class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares and conversion of the existing five hundred (500) shares of the Company into fifty (50) class A shares, fifty (50) class B shares, fifty (50) class C shares,

fifty (50) class D shares, fifty (50) class E shares, fifty (50) class F shares, fifty (50) class G shares, fifty (50) class H shares, fifty (50) class I shares and fifty (50) class J shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

2 Amendment of Article 5, paragraph 2, insertion of a paragraph 3 into Article 5, amendment of Article 6, paragraph 6, Article 16, Article 17 (insertion of a paragraph 2) and Article 18, paragraph 3, of the articles of association of the Company to reflect the creation of classes of shares and to define the rights attached to each class of share.

3 Increase of the corporate capital of the Company by an amount of one million two hundred thirty-seven thousand five hundred euro (EUR 1,237,500.-) by the issuance of four thousand nine hundred fifty (4,950) new class A shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class B shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class C shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class D shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class E shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class F shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class G shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class H shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class I shares and four thousand nine hundred fifty (4,950) new class J shares.

4 Acceptance of the subscription for these new shares and full payment in cash of the nominal value of these new shares and, in addition to such nominal value, a share premium thereon.

5 Amendment of article 5, paragraph 1, of the Company's articles of association to reflect the above capital increase.

6 Miscellaneous.

IV. The Partners have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Partners resolved to create several classes of shares to be denominated class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares having the rights and privileges attached thereto pursuant to the proposed amendment of the Company's articles of association and to subsequently convert the (500) existing shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each into fifty (50) class A shares, fifty (50) class B shares, fifty (50) class C shares, fifty (50) class D shares, fifty (50) class E shares, fifty (50) class F shares, fifty (50) class G shares, fifty (50) class H shares, fifty (50) class I shares and fifty (50) class J shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P. thus holds, upon such conversion, thirty-two (32) shares of each class of shares so created, and CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P. holds, upon such conversion, eighteen (18) shares of each class of shares so created.

Second resolution

The Partners resolved to amend article 5, paragraph 2, to add a paragraph 3 to Article 5, to amend Article 6, paragraph 6, and Article 16, to add a second paragraph to Article 17 and to amend Article 18, paragraph 3, of the articles of association of the Company so as to reflect the creation of classes of shares and to define the rights attached to each class of shares, which articles shall forthwith read as follows:

« **Art. 5. Capital (paragraphs 2 and 3).** The share capital of the Company may be increased or reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire class(es) of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es), provided that the order of redemption set out in Article 6 below be respected. Such repurchase and cancellation of shares may occur upon receipt of any income on any partial or full disposal of an asset by the Company, and without prejudice to any other forms of distribution. The price at which the relevant shares shall be redeemed in such circumstances shall reflect the fair market value of such shares taking into consideration the specific economic rights upon dividend distributions attached to such shares as set out in Article 16 below.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its partner(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the partner(s) or to allocate funds to the legal reserve.»

« **Art. 6. Shares (paragraph 6).** The Company may redeem its own shares subject to the conditions set out in Article 5 above and of the applicable law and in the following order of priority:

- (i) no class A shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class B shares outstanding;
- (ii) no class B shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class C shares outstanding;
- (iii) no class C shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class D shares outstanding;
- (iv) no class D shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class E shares outstanding;
- (v) no class E shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class F shares outstanding;
- (vi) no class F shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class G shares outstanding;
- (vii) no class G shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class H shares outstanding;

(viii) no class H shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class I shares outstanding;
(ix) no class I shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class J shares outstanding.»

« **Art. 16. Allocation of profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory once the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The holders of class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares and/or class I shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.5% of the nominal value of the shares issued by the Company. After the payment of any such preferred dividends, all remaining income available for distribution in the Company, if any, shall be paid to the holders of class J shares.

In the case where there shall no longer be any class J shares outstanding in the Company, the holders of class I shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G and/or class H shares.

In the case where there shall no longer be any class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class H shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B, class C, class D, class E, class F and/or class G shares.

In the case where there shall no longer be any class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class G shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B, class C, class D, class E, and/or class F shares.

In the case where there shall no longer be any class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class F shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B, class C, class D and/or class E shares.

In the case where there shall no longer be any class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class E shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B, class C and/or class D shares.

In the case where there shall no longer be any class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class D shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A, class B and/or class C shares.

In the case where there shall no longer be any class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class C shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A, and/or class B shares.

In the case where there shall no longer be any class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class B shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of class A shares.

In the case where there shall no longer be any class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares outstanding in the Company, the holders of class A shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any.

« **Art. 17. Interim Dividends (paragraph 2).** Interim dividends decided to be paid by the manager(s) or the board of managers pursuant to this article can only be distributed according to the rules of priority and proportions set out in Article 16 above for the declaration of dividends by the partner(s).»

« **Art. 18. Winding-up - Liquidation (paragraph 3).** Upon dissolution and in case of liquidation of the Company, the assets of the Company will be allocated to the partner(s) proportionally to the rules of priority and proportions set out in article 16 for the declaration of dividends.»

Third resolution

The Partners resolved to increase the corporate capital by an amount of one million two hundred thirty-seven thousand five hundred euro (EUR 1,237,500.-) to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-) by the issuance of four thousand nine hundred fifty (4,950) new class A shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class B shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class C shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class D shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class E shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class F shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class G shares, four thousand nine hundred fifty (4,950) new class H shares, four thousand nine hundred

fifty (4,950) new class I shares and four thousand nine hundred fifty (4,950) new class J shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon appeared, (i) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., prenamed, (ii) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., prenamed, both represented by M^e Manfred Müller, prenamed, by virtue of the above mentioned proxies, and (iii) CVCIGP II Co-invest, L.P., an exempted limited partnership registered in the Cayman Islands, having its registered address at PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, represented by M^e Manfred Müller, prenamed, by virtue of a proxy given on 25 September 2007, which proxy, signed by the appearing party, the proxyholder and the notary shall be annexed to the present deed for the purpose of registration (the appearing parties under (i) to (iii) above being hereinafter jointly referred to as the «Subscribers»).

The Subscribers declared to subscribe and fully pay in cash the nominal value of the new shares including a share premium in the aggregate amount of one hundred ten thousand nine hundred seventy-four euro and ten cent (EUR 110,974.10), and the Partners resolved to accept said subscriptions and payments in cash and to allot said new shares to the Subscribers as follows:

Subscribers	subscribed and paid-in capital (EUR)	number and class of shares	share premium (EUR)
1) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., prenamed	42,425.-	1,697 class A shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class B shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class C shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class D shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class E shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class F shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class G shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class H shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class I shares	3,806.41163
	42,425.-	1,697 class J shares	3,806.41163
2) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., prenamed	75,750.-	3,030 class A shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class B shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class C shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class D shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class E shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class F shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class G shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class H shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class I shares	6,796.053884
	75,750.-	3,030 class J shares	6,796.053884
3) CVCIGP II CO-INVEST, L.P., prenamed	5,575.-	223 class A shares	494.944486
	5,575.-	223 class B shares	494.944486
	5,575.-	223 class C shares	494.944486
	5,575.-	223 class D shares	494.944486
	5,575.-	223 class E shares	494.944486
	5,575.-	223 class F shares	494.944486
	5,575.-	223 class G shares	494.944486
	5,575.-	223 class H shares	494.944486
	5,575.-	223 class I shares	494.944486
	5,575.-	223 class J shares	494.944486
Total:	1,237,500.-		110,974.10

The Partners declared that each new share of each class issued has been entirely paid up in cash, together with a share premium in the aggregate amount of one hundred ten thousand nine hundred seventy-four euro and ten cent (EUR 110,974.10), and that the Company has at its disposal the amount of one million three hundred forty-eight thousand four

hundred seventy-four euro and ten cent (EUR 1,348,474.10), proof of which was given to the undersigned notary who expressly recorded this statement.

Fourth resolution

In order to reflect the above mentioned capital increase, the Partners resolved to amend article 5, paragraph 1, of the Company's articles of association which articles shall forthwith read as follows:

« **Art. 5. Capital (paragraph 1).** The capital of the Company is set at one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-), represented by five thousand (5,000) class A shares, five thousand (5,000) class B shares, five thousand (5,000) class C shares, five thousand (5,000) class D shares, five thousand (5,000) class E shares, five thousand (5,000) F shares, five thousand (5,000) class G shares, five thousand (5,000) class H shares, five thousand (5,000) class I shares and five thousand (5,000) J shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which have been fully paid-in.»

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase and amendment of the articles of association are estimated at sixteen thousand euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-cinq septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

(1) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., une société en commandite inscrite aux Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans,

représentée par M^e Manfred Müller, avocat, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 septembre 2007.

(2) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., une société en commandite inscrite aux Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans,

représentée par M^e Manfred Müller, avocat, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 septembre 2007

(les parties comparantes étant désignées ci-après comme les «Associés»).

Lesdites procurations, signées par les parties comparantes, le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les Associés sont les seuls et uniques associés de FENNELLA S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte notarié du août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1786 du 23 septembre 2006 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.925 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune.

III. Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1 Création de catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie A, parts sociales de catégorie B, parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D, parts sociales de catégorie E, parts sociales de catégorie F, parts sociales de catégorie G, parts sociales de catégorie H, parts sociales de catégorie I et parts sociales de catégorie J et conversion des cinq cents (500) parts sociales existantes de la Société en cinquante (50) parts sociales de catégorie A, cinquante (50) parts sociales de catégorie B, cinquante (50) parts sociales de catégorie C, cinquante (50) parts sociales de catégorie D, cinquante (50) parts sociales de catégorie E, cinquante (50) parts sociales de catégorie F, cinquante (50)

parts sociales de catégorie G, cinquante (50) parts sociales de catégorie H, cinquante (50) parts sociales de catégorie I et cinquante (50) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-) chacune.

2 Modification de l'Article 5, alinéa 2, insertion d'un alinéa 3 dans l'Article 5, modification de l'Article 6, alinéa 6, de l'Article 16, de l'Article 17 (insertion d'un alinéa 2) et de l'Article 18, alinéa 3, des statuts de la Société afin de refléter la création de catégories de parts sociales et de définir les droits attachés à chaque catégorie de parts sociales.

3 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de un million deux cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 1.237.500,-) par l'émission de quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie A, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie B, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie C, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie D, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie E, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie F, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie G, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie H, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie I et quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie J.

4 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales et acceptation de la libération intégrale par un apport en numéraire de la valeur nominale de ces nouvelles parts sociales et paiement, en sus de la valeur nominale, d'une prime d'émission.

5 Modification de l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

6 Divers.

IV. Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de créer plusieurs catégories de parts sociales dénommées parts sociales de catégorie A, parts sociales de catégorie B, parts sociales de catégorie C, parts sociales de catégorie D, parts sociales de catégorie E, parts sociales de catégorie F, parts sociales de catégorie G, parts sociales de catégorie H, parts sociales de catégorie I et parts sociales de catégorie J, ayant les droits et privilèges qui leur sont attachés conformément à la proposition de modification proposée des statuts de la Société et de convertir les cinq cents (500) parts sociales existantes de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune en cinquante (50) parts sociales de catégorie A, cinquante (50) parts sociales de catégorie B, cinquante (50) parts sociales de catégorie C, cinquante (50) parts sociales de catégorie D, cinquante (50) parts sociales de catégorie E, cinquante (50) parts sociales de catégorie F, cinquante (50) parts sociales de catégorie G, cinquante (50) parts sociales de catégorie H, cinquante (50) parts sociales de catégorie I et cinquante (50) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P. détient suite à cette conversion, trente-deux (32) parts sociales de chaque catégorie de parts sociales ainsi créée, et CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., détient suite à cette conversion dix-huit (18) parts sociales de chaque catégorie de parts sociales ainsi créée.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de modifier l'article 5, alinéa 2, d'ajouter un alinéa 3 à l'article 5, de modifier l'Article 6, alinéa 6, et l'article 16, d'ajouter un second alinéa à l'Article 17 et de modifier l'Article 18, alinéa 3, des Statuts de la Société afin de refléter la création de catégories de parts sociales et de définir les droits attachés à chaque catégorie d'actions, lesquels articles auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social. (alinéas 2 et 3).** Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par suite de l'annulation de parts sociales notamment par l'annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) de parts sociales par le biais d'un rachat ou annulation de toutes les parts sociales émises dans la (les) catégorie(s) en question, étant entendu que l'ordre de rachat disposé dans l'article 6 ci-dessous est respecté. Un tel rachat et annulation de parts sociales peut intervenir en cas de réception de tout revenu résultant d'une vente de toute ou partie d'un d'actif de la Société, et sans préjudice de toute autre forme de distribution. Le prix auquel les parts sociales en question pourront être rachetées dans de telles circonstances reflétera la juste valeur de marché des parts sociales en question en prenant toutefois en considération les droits économiques spécifiques aux distributions de dividendes attachés à de telles parts sociales conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales de l'associé ou des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions à l'associé ou aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.»

« **Art. 6. Parts sociales (alinéa 6).** La Société peut racheter ses propres parts sociales sous les conditions disposées dans l'Article 5 ci-dessus et du droit applicable et dans l'ordre de priorité suivant:

(i) aucune part sociale de catégorie A ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie B en circulation.

(ii) aucune part sociale de catégorie B ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie C en circulation.

(iii) aucune part sociale de catégorie C ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie D en circulation.

(iv) aucune part sociale de catégorie D ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie E en circulation.

(v) aucune part sociale de catégorie E ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie F en circulation.

(vi) aucune part sociale de catégorie F ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie G en circulation.

(vii) aucune part sociale de catégorie G ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie H en circulation.

(viii) aucune part sociale de catégorie H ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie I en circulation.

(ix) aucune part sociale de catégorie I ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des parts sociales de catégorie J en circulation.»

« **Art. 16. Affectation des bénéfices.** Le solde créditeur du compte de profits et de pertes, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront transférés au fonds de réserve légale (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis.

Les détenteurs de parts sociales de catégorie A, de parts sociales de catégorie B, de parts sociales de catégorie C, de parts sociales de catégorie D, de parts sociales de catégorie E, de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H et/ou de parts sociales de catégorie I ont le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,5% de la valeur nominale des parts sociales émises par la Société. Après le paiement de tels dividendes préférentiels, la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, sera payé aux détenteurs de parts sociales de catégorie J.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie I auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B, catégorie C, catégorie D, catégorie E, catégorie F, catégorie G, et/ou catégorie H.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie H auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B, catégorie C, catégorie D, catégorie E, catégorie F et/ou catégorie G.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie G auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B, catégorie C, catégorie D, catégorie E et/ou catégorie F.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie F auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B, catégorie C, catégorie D et/ou catégorie E.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie E auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B, catégorie C et/ou catégorie D.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie E, de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie D auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A, catégorie B et/ou catégorie C.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie D, de parts sociales de catégorie E, de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie C auront le droit de

recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A et/ou catégorie B.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie C, de parts sociales de catégorie D, de parts sociales de catégorie E, de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie B auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, après le paiement pro rata de tout dividende préférentiel aux détenteurs de parts sociales de catégorie A.

Dans le cas où il n'y aurait plus de parts sociales de catégorie B, de parts sociales de catégorie C, de parts sociales de catégorie D, de parts sociales de catégorie E, de parts sociales de catégorie F, de parts sociales de catégorie G, de parts sociales de catégorie H, de parts sociales de catégorie I et de parts sociales de catégorie J en circulation dans la Société, les détenteurs de parts sociales de catégorie A auront le droit de recevoir la totalité du solde des revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant.

« **Art. 17. Dividendes intérimaires (alinéa 2).** Les dividendes intérimaires que le(s) gérant(s) ou le conseil de gérance décide de verser en vertu de cet article peuvent seulement être distribués suivant les règles de priorité et de proportions disposés dans l'Article 16 ci-dessus pour la déclaration de dividendes par l'associé ou les associés.»

« **Art. 18. Dissolution - Liquidation (alinéa 3).** Lors de la dissolution de la Société et en cas de liquidation de la Société, les actifs de la Société seront alloués aux (à l') associé(s) proportionnellement aux règles de priorité et de proportions disposées dans l'article 16 pour la déclaration de dividendes.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million deux cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 1.237.500,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-) euros par l'émission de quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie A, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie B, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie C, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie D, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie E, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie F, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie G, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie H, quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie I et quatre mille neuf cent cinquante (4.950) nouvelles parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Souscription - Paiement

Ensuite se sont présentées (i) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., précitée, (ii) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., précitée, toutes représentées par M^e Manfred Müller en vertu des procurations prémentionnées, et (iii) CVCIGP II Co-invest, L.P., une société en commandite enregistrée aux Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309GT, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caymans, représentée par M^e Manfred Müller, précité, agissant en vertu d'une procuration donnée le 25 septembre 2007, qui, signée par la comparante, son mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement (les comparantes sous (i) à (iii) sont référée ci-après comme «Souscripteurs»).

Les Souscripteurs ont déclaré souscrire et libérer intégralement par un apport en numéraire la valeur nominale des nouvelles parts sociales et de payer, en sus, une prime d'émission d'un montant total de cent dix mille neuf cent soixante-quatorze euros et dix cents (EUR 110.974,10), et les Associés ont décidé d'accepter lesdites souscriptions et libérations par un apport en numéraire et d'allouer lesdites nouvelles parts sociales aux Souscripteurs comme suit:

Souscripteurs	capital souscrit et libéré (EUR)	nombre et catégorie de parts sociales	prime d'émission (EUR)
1) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP (EMPLOYEE) II, L.P., précité	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie A	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie B	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie C	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie D	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie E	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie F	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie G	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie H	3.806,41163

	128233		
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie I	3.806,41163
	42.425,-	1.697 parts sociales de catégorie J	3.806,41163
2) CITIGROUP VENTURE CAPITAL INTERNATIONAL GROWTH PARTNERSHIP II, L.P., précité			
.....	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie A	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie B	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie C	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie D	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie E	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie F	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie G	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie H	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie I	6.796,053884
	75.750,-	3.030 parts sociales de catégorie J	6.796,053884
3) CVCIGP II CO-INVEST, L.P., précité	5.575,-	223 parts sociales de catégorie A	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie B	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie C	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie D	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie E	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie F	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie G	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie H	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie I	494,944486
	5.575,-	223 parts sociales de catégorie J	494,944486
Total:	1.237.500,-		110.974,10

Les Associés déclarent que chaque nouvelle part sociale de chaque catégorie émise a été entièrement libérée par un apport en numéraire et une prime d'émission d'un montant total de cent dix mille neuf cent soixante-quatorze euros et dix cents (EUR 110.974,10) a été payée en sus de la valeur nominale de ces parts, et que le montant d'un million trois cent quarante-huit mille quatre cent soixante-quatorze euros et dix cents (EUR 1.348.474,10) est à partir de maintenant à la disposition de la Société, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Afin de refléter l'augmentation de capital mentionné ci-dessus, les Associés ont décidé de modifier l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital (alinéa 1^{er}).** Le capital de la Société est fixé à un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-), représenté par cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie A, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie B, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie C, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie D, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie E, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie F, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie G, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie H, cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie I et cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à seize mille euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ils a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Müller, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 septembre 2007, Relation: EAC/2007/11695. — Reçu 13.484,74 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 octobre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007128079/239/489.

(070147939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Aprotec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9150 Eschdorf, 30A, Klatzber.

R.C.S. Luxembourg B 105.661.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007127936/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2007, réf. LSO-CJ06225. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Efer Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 53.680.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

Signature

Référence de publication: 2007127931/805/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2007, réf. LSO-CJ06217. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Calox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 27.972.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007127946/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04085. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Matériaux du Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 63.

R.C.S. Luxembourg B 97.191.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2006 sowie alle diesbezüglichen Dokumente und Informationen ist beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 25. Oktober 2007.

Unterschrift.

Référence de publication: 2007127930/556/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06786. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

EEE 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 132.812.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-third of October.

Before Us, Maître Patrick Serres, notary residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

There appeared:

EUROPA REAL ESTATE EMERGING EUROPE S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», existing under Luxembourg law, established and having its registered office in L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse,

represented by Mr Eric Biren, company director, with professional address at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

acting in his capacity as member of the board of managers of the Company, with individual signing power.

The appearing person, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of association of a limited liability company («société à responsabilité limitée») which is herewith established as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company («société à responsabilité limitée») which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The Company's purpose is to serve as a fixed and long-term Emerging Europe investment platform of the EUROPA EMERGING EUROPE acquisition structure by holding and managing as described below all the investments of the structure in Emerging Europe. In particular, the Company's purpose is the financing of real estate, real estate companies, and other real estate-related investments in various countries, and in particular in Bulgaria, Croatia, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, Montenegro, Romania, Serbia, Turkey and Ukraine; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way; to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to other group companies or third parties loans, guarantees, and to perform any operation which is directly related to its purpose.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may borrow money in any form and secure or discharge any debt or obligation of or binding on the Company or any of its direct or indirect subsidiaries, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company, or any company belonging to the same group as the Company in such manner as may be thought fit and in particular by mortgages and charges upon all or any part of the undertaking, property, and assets (present or future), or by the creation and the issue of bonds or other securities of any description.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name EEE 4 S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The subscribed capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) divided into one hundred twenty-five (125) shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by individual signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and allowing the identification. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, facsimile or e-mail, or any other similar means of communication. A written decision signed by all the managers is therefore proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held and such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partners' meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be partners.

The auditors, if any, will be elected, as the case may be, by the sole partner or by the general partners' meeting, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their

successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole partner or by the general partners' meeting, as the case may be.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Art. 19. Subject to and in accordance with article eighteen, the board of managers is authorized to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, to the payment of interim dividends, subject only to three (3) conditions: a) the board of managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts; b) the date of the interim accounts may not be older than two (2) months at the date of the relevant board meeting; and c) the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable profits exist.

For the purposes of this article nineteen, distributable profits are equal to the net profit realised since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn down from reserves available for distributions, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measure

The first financial year begins at the date of the incorporation and shall finish at December 31, 2007.

Subscription and Payment

The Articles of Association having thus been established, EUROPA REAL ESTATE EMERGING EUROPE S.à r.l., pre-named, has subscribed for all the one hundred twenty-five (125) shares.

All these shares have been 100% paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares having verified that the conditions set forth in Article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand seven hundred euro.

Resolutions of the sole partner

Immediately upon incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital, considering itself as fully convened and assuming the powers conferred to the general partners' meeting, has adopted the following resolutions:

- 1.- The registered office of the Company is fixed at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2.- The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:
 - a) Mr Vincent Goy, company director, professionally residing at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Mr Eric Biren, chartered accountant, professionally residing at 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Mr Peter Cluff, company director, professionally residing at 132, Sloane Street, London SW1X 9AX.
- 3.- The sole partner authorizes the Board of Managers to delegate the daily management of the business of the Company to one or more of its managers.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Patrick Serres, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

EUROPA REAL ESTATE EMERGING EUROPE S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse,

représentée par Monsieur Eric Biren, directeur de société, avec adresse professionnelle au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

agissant en sa qualité de gérant de la Société avec pouvoir de signature individuelle.

La personne comparante, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet social de la Société est de servir de plate-forme fixe et permanente pour les investissements, dans les pays émergents d'Europe, de la structure d'acquisition EUROPA EMERGING EUROPE en détenant et gérant comme précisé ci-dessous tous les investissements de la structure dans les pays émergents d'Europe. En particulier, l'objet de la société est le financement de projets immobiliers, de sociétés immobilières et d'autres investissements à caractère immobilier dans divers pays, et en particulier en Bulgarie, Croatie, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Montenegro, Roumanie, Serbie, Turquie et Ukraine; l'acquisition de titres et droits par la prise de participations, le contribution, la souscription ferme ou par option, la négociation ou de toute autre manière, l'acquisition de brevets et licences, la gestion et le développement de ceux-ci; d'accorder des prêts et octroyer des garanties aux sociétés du groupe ou sociétés tierces; d'accomplir toute opération qui est directement ou indirectement liée à son objet social.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra emprunter des sommes d'argent, sous quelque forme que ce soit, ainsi qu'octroyer des garanties pour la décharge de toutes dettes ou obligations de la Société ou toute filiale directe ou indirecte, ou toute société étant un actionnaire direct ou indirect de la Société, ou toute société du même groupe, de toute autre manière appropriée, en particulier par des hypothèques et sûretés mobilières sur tout ou partie de l'entreprise, de la propriété et des actifs (présents ou futurs), ou par la création et l'émission d'obligations ou autres valeurs mobilières.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination EEE 4 S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales, ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle de l'un des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres permettant leur identification. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une décision écrite signée par tous les gérants est par conséquent juste et valable si elle a été adoptée à la réunion du conseil de gérance, qui a été dûment convoquée et tenue, cette décision peut être rédigée en un seul document ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 17. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Elles le seront dans les cas prévus par la loi.

Le ou les commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, sera (seront) nommé(s), selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et

être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, selon le cas, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés proportionnellement à leur participation dans le capital de la Société.

Aucune cession de parts sociales rachetables relevant d'une catégorie spécifique ne peut être effectuée qu'avec l'agrément unanime des associés propriétaires des parts de la catégorie concernée.

Art. 19. En conformité avec l'article dix-huit, le conseil de gérance est autorisé à procéder, aussi souvent qu'il le considère approprié et à tout moment pendant l'année sociale, au paiement de dividendes intérimaires, en respectant trois (3) conditions: a) le conseil de gérance pourra seulement prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires sur la base des comptes intérimaires; b) les comptes intérimaires ne pourront pas être datés de plus de deux (2) mois à la date de la réunion du conseil; et c) les comptes intérimaires, qui peuvent ne pas être audités, doivent prouver que des bénéfices distribuables suffisants existent.

Pour les besoins de cet article dix-neuf, les bénéfices distribuables sont égaux au bénéfice net réalisé depuis la fin du dernier exercice social, plus tous bénéfices reportés et réserves distribuables, moins les pertes reportées et toutes les sommes à placer en réserve conformément aux dispositions de la Loi ou aux Statuts.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, EUROPA REAL ESTATE EMERGING EUROPE S.à r.l., prénommée, a souscrit à la totalité des cent vingt-cinq (125) parts sociales.

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées par un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Attestation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la Loi sont remplies et le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille sept cents euros.

Résolutions adoptées par l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie prénommée, représentant la totalité du capital social, se considérant dûment convoquée et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés, a adopté les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est établi au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- 2) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Vincent Goy, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - b) Monsieur Eric Biren, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 43, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
 - c) Monsieur Peter Cluff, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 132, Sloane Street, Londres SW1X 9AX.
- 3) L'associé unique autorise le Conseil de Gérance à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société à un ou plusieurs gérants.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Biren, P. Serres.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 octobre 2007. Relation: EAC/2007/13132. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 octobre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007128737/239/336.

(070148742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2007.

Ralphy Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 84.866.

Les comptes annuels au 31 janvier 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2007128258/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ02069. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Ensiens Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 30.795.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2007.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Référence de publication: 2007128263/696/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2007, réf. LSO-CJ08592. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Moor Park MB Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 118.791.

Le bilan au 31 mars 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007128262/280/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07371. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Ralphy Luxembourg S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 84.866.

Les comptes annuels au 31 janvier 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur-délégué

Signatures

Référence de publication: 2007128259/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ02067. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Europa Real Estate Emerging Europe US S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 128.070.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales sous seing privé, signé en date du 17 octobre 2007, que la société à responsabilité limitée EUROPA REAL ESTATE EMERGING EUROPE S.à r.l., dont le siège social est sis au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128069, a cédé la totalité des cent vingt-cinq (125) parts sociales de la Société qu'elle détenait au «Limited Partnership» de droit anglais EUROPA EMERGING EUROPE FUND NO. 2, L.P., dont le siège social est sis au 132, Sloane Street, London SW1X 9AX, Royaume-Uni, et immatriculée au «Registrar of Companies for England and Wales» sous le numéro LP012245, en sorte que, désormais, le «Limited Partnership» de droit anglais EUROPA EMERGING EUROPE FUND No. 2, L.P., prénommé, détient la totalité des cent vingt-cinq (125) parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Certifié conforme et sincère

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007128312/1138/23.

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2007, réf. LSO-CJ07195. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 114.263.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 février 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 932 du 12 mai 2006.

Les comptes annuels au 30 juin 2007 et ses annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFFILIATED COMPUTER SERVICES HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007130028/250/17.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2007, réf. LSO-CJ09673. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070150258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2007.

Seacat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 94.229.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration du 12 juillet 2007 que les résolutions suivantes ont été prises:

1. Le Conseil prend note de la démission de Monsieur Bart Van Der Haegen, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2015 Luxembourg, en sa qualité d'administrateur et d'administrateur délégué avec effet au 1^{er} juillet 2007.

2. Est cooptée en remplacement de l'administrateur démissionnaire et donc en qualité d'administrateur, la société LUXEMBOURG MARINE SERVICES SA., avec siège social à 63-65, rue de Merl, L-2015 Luxembourg, représentée par son administrateur délégué Monsieur Philippe Janssens, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2015 Luxembourg;

3. Le Conseil nomme comme nouvel administrateur délégué Monsieur Philippe Janssens, prèdit. La totalité de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion lui sont confiés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEACAT S.A.

Le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2007128237/1066/25.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07531. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070148167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

KAMPEN Société Anonyme Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 24.010.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 28 août 2007 que:

La société PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. a été remplacée comme commissaire aux comptes, rétroactivement à l'exercice 2005, par la société FIDU-CONCEPT S.à.r.l. avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

Le mandat de FIDU-CONCEPT S.à.r.l. expirera lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Luxembourg, le 30 août 2007.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007128326/304/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2007, réf. LSO-CI02812. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070148292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

North Atlantic Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 132.790.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the eighth of October.

Before the undersigned notary Jean Seckler, residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

The public limited company AUDITAS S.A., with registered office in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, here represented by Mr Michal Wittmann, companies' director, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed ne varietur by the mandatory and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said before, request the officiating notary to enact the incorporation of a public limited company, («Aktiengesellschaft»), as follows:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those who might become owners of the shares created hereafter, is herewith formed a public limited company, («Aktiengesellschaft»), under the name of NORTH ATLANTIC CORPORATION S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg.

By a simple decision of the board of directors, branches, subsidiaries, agencies or administrative offices may be established in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

Art. 3. The duration of the company is unlimited.

Art. 4. The purposes of the company are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Within the limits of its activity, the company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The company may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), divided into three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy.

In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman.

If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented; proxies between directors being permitted, with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, fax or e-mail, confirmed by letter. Written resolutions, approved and signed by all directors, shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board of directors are taken by an absolute majority of the votes cast.

In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the company's interest within the limits of the company's purpose.

All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons, who need not be shareholders of the company.

The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

Art. 12. The company will be validly bound by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the delegate of the board of directors.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration; they can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders.

It has the most extensive powers to carry out or ratify the acts concerning the company.

Its resolutions are binding even for the shareholders who are not represented, vote against or abstain from voting.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual General Meeting is held on the 1st Monday of June 10.00 o'clock at the registered office, or at any other place to be specified in the convening notices.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting.

It must be convened at the written request of shareholders representing 10% percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% percent of the net profit of the financial year have to be allocated to the legal reserve fund; such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% per cent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. For any points, not covered by the present articles of incorporation, the parties refer to the provisions of the law of August 10th, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1.- The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2007.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in 2008.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the three hundred and ten (310) shares have been subscribed by the sole shareholder the public limited company AUDITAS S.A., prenamed, and fully paid up in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company so as it has been proved to the undersigned notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimation of costs

The amount of the expenses, for which the company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand six hundred Euros.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded with an Extraordinary General Meeting and after having stated that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of Directors is fixed at three and that of the Auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as Directors:
 - a) Mr Ingor Meuleman, companies' director, born in Ninove, (Belgium), on the 4th of June 1971, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - b) Mr Marc. Schintgen, companies' director, born in Luxembourg, on the 9th of March 1965, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - c) Mr Michal Wittmann, companies' director, born in Sokolov, (former Czechoslovakia), on the 4th of February 1950, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
- 3.- The following has been appointed as Statutory Auditor:

The public limited company AUDITAS S.A., with registered office in L-1319 Luxembourg, 137, rue Cents, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 73,699
- 4.- The company's registered office shall be in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
- 5.- The mandates of the Directors and the Statutory Auditor will expire at the general annual meeting in the year 2013.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as said before, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendsieben, den achten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

1.- Die Aktiengesellschaft AUDITAS S.A., mit Sitz in L-1319 Luxemburg, 137, rue Cents, hier vertreten durch Herrn Michal Wittmann, Gesellschafts Verwalter, beruflich wohnhaft in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe, auf Grund von zwei ihm erteilten Vollmachten unter Privatschrift.

Welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche Komparentin, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird hiermit eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung NORTH ATLANTIC CORPORATION S.A. gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluß der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungsnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst wie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliargeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von je ein hundert Euro (100,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Verwaltungsratsmitgliedes frei, können die so ernannten verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgabe.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; Vollmachten unter Verwaltungsratsmitgliedern sind erlaubt, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme per Brief, Fernschreiben, Telefax oder E-Mail abgeben, welche schriftlich bestätigt werden müssen.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft, alle Angelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Alle Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz vom 10. August 1915, sowie durch die späteren Änderungen, oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, die Gesamtheit oder einen Teil seiner Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen.

Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare, welche nicht Aktionäre sein müssen, überwacht, welche von der Generalversammlung, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt, ernannt werden; sie können beliebig abberufen werden.

Die Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt, welche die Dauer von 6 Jahren nicht überschreiten kann.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre.

Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Ihre Beschlüsse sind bindend für die Aktionäre welche nicht vertreten sind, dagegen stimmen oder sich enthalten.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am ersten Montag des Monats Juni um 10.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen.

Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 10% des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme.

Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft des Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, wie gesetzlich vorgeschrieben.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, dem (den) Kommissar(en) zur Einsicht, vor.

Art. 19. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Vorschussdividenden zahlen.

Die Generalversammlung kann beschließen Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter, natürliche oder juristische Personen, durchgeführt, welche von der Generalversammlung, die ihre Aufgaben und Vergütungen festlegt, ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2007.
- 2.- Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2008 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Nach Festlegung der Satzung wie vorstehend erwähnt, sind die drei hundert zehn (310) Aktien vom alleinigen Aktionär, der Aktiengesellschaft AUDITAS S.A., vorgeannt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von ein und dreißig tausend Euro (31.000,- EUR) vom heutigen Tage an der Gesellschaft zur Verfügung steht, so wie es dem amtierenden Notar nachgewiesen worden ist.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend sechs hundert Euro.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Ingor Meuleman, Gesellschaftsverwalter, geboren in Ninove, (Belgien), am 4. Juni 1971, beruflich wohnhaft in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe;
 - b) Herr Marc. Schintgen, Gesellschaftsverwalter, geboren in Luxemburg, am 9. März 1965, beruflich wohnhaft in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe;
 - c) Herr Michal Wittmann, Gesellschaftsverwalter, geboren in Sokolov, (ehemalige Tschechoslowakei), am 4. Februar 1950, beruflich wohnhaft in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe.
- 3.- Zum Kommissar wird ernannt:
Die Aktiengesellschaft AUDITAS S.A., mit Sitz in mit Sitz in L-1319 Luxemburg, 137, rue Cents, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 73.699.
- 4.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe.
- 5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2013.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Person, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Person, und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Wittmann, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 octobre 2007, Relation GRE/2007/4597. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 26. Oktober 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007128106/231/321.

(070148109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Coast Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 115.939.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 49097 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2007128121/211/11.

(070147958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

MARRIE Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 17.798.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2007.

M. Schaeffer
Notaire

Référence de publication: 2007128120/5770/12.

(070148044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

EuroPRISA Lombard Street Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 110.926.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007128139/5770/10.

(070147928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Treveria Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 125.033.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 49126 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2007128133/211/11.

(070148053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

**European Value Partners Advisors, Société à responsabilité limitée,
(anc. European Value Partners).**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 131.944.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 24 octobre 2007, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Capellen, le 25 octobre 2007.

C. Mines

Notaire

Référence de publication: 2007128122/225/13.

(070148293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Biagiotti Beteiligungen A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.768.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 octobre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007128119/239/12.

(070147838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

VILLMOND Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 31, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 112.750.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 octobre 2007.

Pour la société

M. Decker

Notaire

Référence de publication: 2007128118/241/13.

(070148136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Treveria Six S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 125.034.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 49125 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2007128127/211/11.

(070148065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2007.

Kalifa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 75.933.

Constituée par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 mai 2000, acte publié au Mémorial C n ° 679 du 21 septembre 2000. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire, en date du 15 novembre 2000, acte publié au Mémorial C n ° 554 du 20 juillet 2001.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KALIFA S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127853/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2007, réf. LSO-CJ06826. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Aero International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 32.378.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, maintenant à Luxembourg, en date du 4 décembre 1989, acte publié au Mémorial C n^o 181 du 1^{er} juin 1990, modifiée par-devant le même notaire en date du 19 juillet 1991, acte publié au Mémorial C n^o 32 du 29 janvier 1992. Le capital a été converti en euros en date du 24 décembre 2001, acte publié au Mémorial C n^o 788 du 24 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AERO INTERNATIONAL FINANCE S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127873/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2007, réf. LSO-CJ05387. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

SBS Marketing GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7340 Heisdorf, 32, rue de la Forêt Verte.
R.C.S. Luxembourg B 101.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Gérant

Référence de publication: 2007127900/7343/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07783. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Barker Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 26.632.

Constituée par-devant Maître Joseph Kerschen, en date du 2 octobre 1987, acte publié au Mémorial C n^o 420 page 20.130 en 1987.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BARKER HOLDINGS S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007127893/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07552. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Barker Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 26.632.

Constituée par-devant Maître Joseph Kerschen, en date du 2 octobre 1987, acte publié au Mémorial C n ° 420 page 20130 en 1987.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BARKER HOLDINGS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007127894/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07559. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Aegis Luxembourg (Finance), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 88.906.

Constituée par-devant M^e Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 4 septembre 2002, acte publié au Mémorial C n ° 1536 du 24 octobre 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AEGIS LUXEMBOURG (FINANCE)

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007127895/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07561. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

mediArt, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 99.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2007127899/1315/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2007, réf. LSO-CJ07200. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

IM Properties (Germany) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 112.730.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 2 décembre 2005, acte publié au Mémorial C n ° 564 du 17 mars 2006, modification des statuts par-devant le même notaire en date du 5 juin 2007, acte publié au Mémorial C n ° 1815 du 28 août 2007.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *IM PROPERTIES (GERMANY) S.A R.L.*
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
 Signatures

Référence de publication: 2007127889/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07533. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

IM Properties (Europe) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 111.502.

Constituée par-devant M^e Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch maintenant à Luxembourg, en date du 7 octobre 2004, acte publié au Mémorial C n^o 249 du 3 février 2006, modification des statuts par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 5 juin 2007, acte publié au Mémorial C n^o 1768 du 21 août 2007.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *IM PROPERTIES (EUROPE) HOLDINGS S.à r.l.*
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
 Signatures

Référence de publication: 2007127888/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07530. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Ecoteam-Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.561.

Le bilan au 30 novembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127905/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2007, réf. LSO-CJ04920. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Valux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 7.982.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2007.

Pour *VALUX S.A.*
 G. Birchen
 Administrateur

Référence de publication: 2007127892/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07547. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070147089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Corporation Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.975.

Constituée par-devant M^e Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 29 juillet 2005, acte publié au Mémorial C n^o 1341 du 7 décembre 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CORPORATION INVESTMENTS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007127890/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07542. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Tribune S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.853.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 21 décembre 2001, acte publié au Mémorial C n^o 755 du 17 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TRIBUNE S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007127884/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07508. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Hatena, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.179.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2007127901/7343/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2007, réf. LSO-CJ07784. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Cave Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.241.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127903/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2007, réf. LSO-CJ04825. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

FaAbv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 120.977.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127904/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2007, réf. LSO-CJ04829. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

IPharma Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, Maison 150.

R.C.S. Luxembourg B 111.874.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007127907/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03639. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

Stratem Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 120.976.

Le bilan au 30 juin 2007 ainsi que l'affectation du résultat ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2007.

Pour STRATEM FUND

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent domiciliataire

J.-M. Gelhay / M. Vermeersch

Directeur / Fondé de Pouvoir Principal

Référence de publication: 2007127915/34/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2007, réf. LSO-CJ07921. - Reçu 48 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.
